

## **Allocution présidente**

Chères et chers camarades,

En ce premier jour d'automne aux couleurs et à la chaleur encore résolument estivales nous voilà rassemblés à Milvignes pour tenir notre 3<sup>ème</sup> congrès de l'année 2018. Un congrès d'abord statutaire qui sera marqué par les élections des organes de notre parti ; nous inaugurons aujourd'hui une nouvelle configuration issue des statuts adoptés par le congrès du 4 mai dernier et validés par le PSS et je m'en réjouis. Mais ce congrès sera thématique aussi, j'y reviendrai plus tard.

Camarades, si à l'ouverture du congrès du 10 février dernier je ressentais un peu d'appréhension, aujourd'hui c'est comme témoin et actrice d'une certaine effervescence que je vous adresse ces quelques mots. Peut-être me voilà habitée par « l'euphorie du consensus » pour reprendre les mots de Laurent lors d'une récente séance de commission interne. Peut-être... et pas seulement.

Voilà quelques semaines déjà que le 20 octobre 2019, date des prochaines élections fédérales, a pris une place certaine dans l'agenda médiatique et politique. Qu'il s'agisse de candidat-e-s pressentis, de favoris, de celles et ceux qui sont en embuscade, dans les starting blocks ou à l'affût – merci aux médias de nous ressortir quelques clichés préélectoraux - qu'il soit question de jeu de « chien et chat » entre alliés, ou encore du feuilleton de ceux qui sont sortis de l'arène politique par la porte pour tenter d'y revenir par la fenêtre ... à n'en pas douter, les fans de la « Neuchâtel people politic » sont ravis et n'en demandaient pas tant. Ce n'est toutefois pas ce soir que les observateurs externes trouveront de quoi nourrir leur appétit, ces derniers risquant bien de rester sur leur faim s'ils espéraient assister à de grandes annonces ou être témoin de manigances de couloirs. Encore que...

Quoi qu'il en soit, pour nous socialistes, les rendez-vous sont pris et le calendrier de nos prochaines échéances connu : le 24 novembre lors du congrès qui entérinera notre stratégie et ouvrira l'appel aux candidatures, en janvier 2019 pour la date butoir de dépôt des candidatures et enfin rendez-vous le 9 mars 2019 pour le congrès électoral. Avis aux impatients ... rongez votre frein.

Je vous faisais part, il y a un instant, de cette effervescence que je sens et ressens. Une effervescence que le seul calendrier électoral ne saurait expliquer. L'agenda politique de cette rentrée est ... pour le moins dense, intense, crucial ... au point que j'espère qu'il n'en devienne pas indigeste. Il ne se passe pas une semaine sans que nos camarades au CE nous rappellent les enjeux des dossiers en cours : consultations sur la révision de la fiscalité, de la péréquation, de la loi sur les routes et voies publiques, de l'avant-projet de loi sur le réseau hospitalier neuchâtelois. Et cela sans oublier les travaux parlementaires en cours. A commencer par la révision de la loi sur l'aménagement du territoire, la révision des mécanismes financiers et la refonte du dispositif des prestations sociales, ... pour n'en citer que trois d'une importance certaine. Oui il y a en ce mois de septembre 2018 un goût de « maintenant ou jamais » qui peut sans aucun doute justifier une certaine fébrilité politique.

Et puis il y a aussi cette effervescence faite de colère ... cette colère qui va nous conduire nombreuses – et nombreux ? – demain à Berne pour manifester notre ras-le-bol. Bientôt 40 ans que le principe de l'égalité est inscrit dans notre constitution fédérale, 20 ans que la loi d'application existe et les discriminations sont toujours d'actualité. Cela suffit ! Camarades, rendez-vous demain à Berne pour le dire haut et fort. Ça suffit !

Vous l'avez compris. Les raisons de ce bouillonnement politique ne manquent pas. Ils nous ramènent d'ailleurs aux fondements de notre engagement.

Quand on réclame l'égalité des salaires entre hommes et femmes, on le fait bien évidemment pour corriger une injustice crasse. Mais, on le fait aussi et avant tout parce qu'on sait que le risque de précarisation des femmes est plus important notamment lors d'une séparation ou à l'arrivée à la retraite.

Quand on martèle, dans une consultation, que toute réforme de la fiscalité doit produire un résultat neutre dans le budget de fonctionnement de l'Etat c'est bien parce que nous voulons préserver les prestations de l'Etat social en particulier pour les plus démunis.

Quand en matière de révision du dispositif social on invite le Conseil d'Etat à prioriser ses réformes différemment, en instaurant la prestation complémentaire cantonale avant de repenser la structure et l'organisation du dispositif, c'est bien parce que nous pensons aux personnes, à l'humain en premier, parce que nous voulons améliorer les prestations pour les plus défavorisés.

Oui il y a dans notre engagement socialiste des convictions et une volonté réelle de renforcer l'Etat social et les politiques protectrices parce que la solidarité, en particulier à l'égard des plus démunis, est au cœur même de notre philosophie politique.

Mais camarades au-delà de nos convictions que savons-nous réellement de la pauvreté dans notre pays et notre canton ? Que savons-nous du quotidien de celles et ceux qui, alors que cela fait bien longtemps qu'ils ne sont plus étudiants, vivent avec moins de Fr. 2'200.— par mois ? Que savons-nous de l'isolement, de la honte générés par la précarité financière ? Que savons-nous de l'impact de la pauvreté sur la santé et l'intégration sociale ? Que savons-nous des conséquences de la pauvreté d'aujourd'hui sur les générations de demain ? Sans doute encore bien peu de choses.

Comme le rappelait un récent article du Temps, je cite « *Car même si on la dissimule, la pauvreté n'a pas déserté la Suisse. Et cela se remarque même depuis l'étranger. Sous le titre «Pauvre en Suisse, la double peine», le quotidien économique et financier français Les Echos vient de réaliser un reportage sur «la montée persistante des laissés-pour-compte dans cette économie florissante»*<sup>1</sup>. Qu'on la mette en lumière ou qu'on la garde cachée sous le drap du tabou, la pauvreté est une réalité dans notre riche Suisse du 21<sup>ème</sup> siècle. Il y a sans doute parmi nos camarades des personnes

---

<sup>1</sup> <https://www.letemps.ch/opinions/pauvre-suisse-double-peine>

qui vivent cette réalité sans qu'on ne le sache ou alors sans que l'on ne veuille se l'avouer ou alors très timidement et surtout discrètement. Le tabou existe chez nous aussi.

Camarades, si notre responsabilité politique est de mener des actions pour combattre les trop nombreuses tentatives de démantèlement de notre système de protection sociale, de s'insurger contre le désengagement progressif de la Confédération dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, de promouvoir et soutenir toutes les politiques favorables à l'émancipation et l'autodétermination des personnes, notre responsabilité est aussi d'oser affronter et regarder la réalité telle qu'elle est.

Entendre la voix, directement ou par leurs porte-parole, des personnes qui vivent des réalités difficiles, oser questionner avec vigueur la répartition des richesses quand on sait qu'en 2016 la Suisse comptait plus de 345'000 millionnaires<sup>2</sup>, alors que 615'000 personnes dans notre pays vivent aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté.

Camarades je ne me réjouis pas d'avoir à tenir un congrès sur un tel thème. Mais je suis heureuse, avec vous et avec nos intervenants, de pouvoir parler et échanger sur cette réalité ... de la regarder en face et sans tabou.

Florence Nater  
Septembre 2018

---

<sup>2</sup><https://www.24heures.ch/suisse/nombre-millionnaires-devraient-augmenter/story/23711808>